

VENEZUELA : Non à l'agression impérialiste. Respect du droit international et de la souveraineté des peuples (p. 9)



Vidéo

Fabien Roussel sur
Télématin :
« Trump viole
le droit
international,
Macron
se couche »

Rapport de forces

Une étude publiée cet hiver, recensant 500 revues, essais et dossiers récents, a établi que le mot-clé qui revient assez systématiquement dans tous ces travaux est l'expression « rapport de forces ». Que ce soit dans les relations intimes, entre hommes/femmes par exemple, ou dans les rapports géostratégiques, entre États, il ne serait plus question que de « rapport de forces ». À *Communistes*, nos mots-clés pour 2026 seront plutôt solidarité, coopération, justice, égalité, liberté, communisme justement. ☺

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >



7 janvier, à partir de 18 h : Vœux de la section de Brive, suivis du verre de l'amitié et de la galette. 13 boulevard du Salan, Brive (19)

9 janvier, à partir de 18 h 30 : Jeux Olympiques et Paralympiques de 2030, enjeux et valeurs à reconquérir. Soirée d'étude organisée en visio et en présentiel par le groupe Montagne, groupe de travail de la Commission nationale Écologie du PCF. Avec la participation de Gilles Fournel, secrétaire général du comité régional CGT de Provence Alpes-Côte-d'Azur, dirigeant national responsable du suivi des JOP de 2030 pour la Confédération. Inscriptions et lien visio : <https://visio.pcf.fr/b/lau-jwn-1fb-sx0> Siège de la fédération de l'Isère du PCF, 20 rue Émile Gueymard, Grenoble (38)

12 janvier, à partir de 18 h 30 : Vœux de Fabien Roussel. Inscription en ligne : https://www.pcf.fr/voeux_fr_2026 Siège du PCF, Paris (75019)

13 janvier, à partir de 19 h : Meeting de solidarité pour la Palestine avec Jérémy Bacchi, sénateur communiste, Yassar Ayoub, représentant de l'ambassade de Palestine, Ofer Cassif, député communiste israélien, et Alain Rouy du secteur international. Buffet solidaire sur place, participation libre. Les bénéfices seront reversés à AAA (Association des agronomes arabes) en Palestine, partenaire de la campagne nationale du PCF « 1 million d'oliviers pour la paix en Palestine ». Centre Jérôme-Cuzin, Auch (32)

17 janvier, à partir de 11 h 30 : Initiative sur la Sécurité sociale : vernissage de l'exposition à 11h30, puis conférence-débat à 14h30, avec : Nicole Grenier-Merico, PCF, Francis Balay, Alternative Mutualiste, un représentant de la CGT. Halle Grenette, Bourgoin-Jallieu (38)



Ce que peut la politique

Quelques jours après l'agression militaire du Venezuela par les USA de Trump, alors que le peuple palestinien survit dans les pires conditions à l'offensive du gouvernement de Netanyahu, et qu'ici en France la souffrance sociale grandit, chacune et chacun d'entre nous mesure la puissance de l'offensive de classe à laquelle les peuples, les travailleurs et travailleuses du monde entier font face en ce début d'année 2026.

Face à cette offensive, le plus grand risque serait de céder au fatalisme ou de rester sidéré.

Ce n'est pas notre cas. Pourquoi ? Parce que nous, communistes, affirmons avec Salvador Allende que « L'histoire est à nous, ce sont les peuples qui la font ». Quand les monstres surgissent nous savons les immenses dangers, mais nous savons aussi que nous pouvons gagner. En 2026, 90 ans après le Front populaire, n'oublions à aucun moment ce que peut la politique tout en mesurant l'effort de créativité à produire, car jamais la réédition des formules du passé ne permet de l'emporter sans prendre en compte la nouveauté de la période historique. Croizat l'affirmait : « Le progrès social est une création continue. »

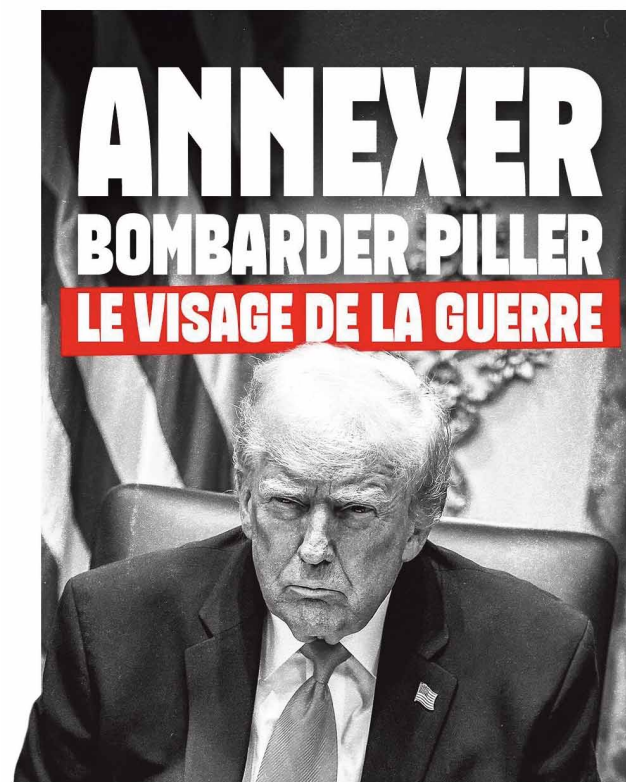
Une nouvelle étape de la crise du capitalisme est en cours en ce XXI^e siècle et la question centrale qui nous est posée est celle de notre capacité à rassembler notre classe dans cette nouvelle étape.

Contrairement à la doxa libérale ou au discours fasciste, la classe ouvrière – disons aujourd'hui la classe travailleuse – n'a pas disparu. Elle s'est profondément transformée au fil de ces dernières décennies et ne se reconnaît plus comme classe, contrairement à la classe capitaliste. Et c'est parce qu'elle ne se reconnaît plus comme classe que tous les grands mouvements de révolte dans le monde ces dernières décennies ont échoué.

Le moment de crise que nous traversons et les souffrances terribles qu'il engendre dans les guerres, les régressions sociales, les violences faites aux femmes et les inégalités, le racisme et l'antisémitisme, est aussi un moment d'opportunités nouvelles pour que notre classe prenne conscience de l'adversaire qu'elle affronte – ce grand capital qui a fusionné avec l'État comme on le voit aux États-Unis –, la place commune qui, dans la diversité de ses statuts, lui est faite dans des rapports de production capitalistes qui brisent l'humain et la planète, le pouvoir d'intervention qui lui est refusé dans l'entreprise et la cité par ce capitalisme néo féodal.

Cette conscience de classe peut grandir, à condition que notre parti y contribue pleinement en faisant la clarté sur ces enjeux, en menant des batailles politiques qui permettent à notre classe de se mobiliser – sans déléguer le changement – autour de propositions et d'un projet fédérateur pour le travail, la paix, une nouvelle République sociale et démocratique, et en permettant à la classe travailleuse d'investir pleinement notre parti pour mener ses combats, en attachant autant d'importance à la bataille idéologique qu'à notre organisation.

En 2026, aux portes des entreprises et dans nos quartiers, nous serons sur tous les fronts pour porter cette ambition politique de rassemblement de notre classe : présence dans toutes les luttes sociales, organisation de la solidarité nationale et internationale face aux mauvais coups du capital, batailles électorales, municipales en premier lieu, pour conserver ou conquérir des pouvoirs, réussite du 40^e Congrès du PCF pour une nouvelle étape de notre action communiste répondant à la période historique inédite que nous traversons, une étape qui devra lier réponse immédiate à la tentative de



PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

prise de pouvoir de l'extrême droite en France et construction de long terme pour la faire reculer et gagner.

Forts de l'expérience d'un parti centenaire, et lucides sur ce qui se joue en ce XXI^e siècle, je suis persuadé que nous pourrons relever ces immenses défis. Au nom de toute l'équipe de *Communistes*, je vous souhaite à toutes et tous le meilleur pour cette année 2026 pour vous, vos proches et dans nos combats communs, et vous invite à participer aux vœux de Fabien Roussel et de la direction nationale lundi 12 janvier prochain au siège national de notre parti. ✳

Igor Zamichiei

Michelin rembourse 4,3 millions d'euros

Une victoire communiste pour la justice et la responsabilité !

Le groupe Michelin a annoncé avoir remboursé 4,3 millions d'euros d'aides publiques indûment utilisés pour équiper des usines à l'étranger.

C'est une victoire concrète, arrachée par les salarié-es, leurs représentant-es et le travail des parlementaires communistes et par la commission d'enquête sénatoriale menée avec détermination par Fabien Gay.

Le PCF avait permis aux citoyennes et citoyens, dans la foulée de cette commission, d'interpeller le ministre de l'Économie pour que l'engagement de Michelin soit tenu. C'est désormais chose faite ! Pour la première fois sous la Ve République, un grand groupe du CAC 40 reconnaît, sous la pression politique et citoyenne, qu'il doit rendre de l'argent public lorsque les engagements initiaux ne sont pas respectés. Cette commission devient ainsi, en moins d'un an, la plus rentable de la Ve République !

Ce remboursement démontre une chose essentielle : la conditionnalité des aides publiques n'est ni une utopie ni un slogan, mais une exigence démocratique, sociale et économique. L'argent public ne peut plus servir à financer les délocalisations, les fermetures de sites, les licenciements, les dividendes et les rachats d'actions.

Le Parti communiste réaffirme sa détermination à changer la loi pour que ces pratiques ne puissent plus se reproduire. L'argent public doit servir l'emploi, l'industrie, les territoires et la transition écologique et pas les actionnaires.

Le PCF continuera le combat pour une réforme profonde du système des aides publiques, sous contrôle de l'État et des salarié-es.✊

Fabien Roussel,
secrétaire national du PCF
Le 26 décembre 2025

 **Fabien GAY, sénateur communiste**
à l'origine et rapporteur de la commission d'enquête



VICTOIRE !
pour la commission d'enquête sur l'utilisation
des aides publiques par les grandes entreprises

Le groupe Michelin
rembourse de
manière éthique

4,3
MILLIONS D'EUROS

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF

FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL



À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr

Fiscalisation des rentes des grandes entreprises de la défense

Le groupe communiste au Sénat a déposé, fin novembre, une proposition de loi contre les profiteurs de guerre. Extraits des motifs.

La présente proposition de loi part d'un constat simple : le capitalisme, en crise permanente de valorisation, se nourrit de la guerre. Après avoir méthodiquement épuisé le monde du travail et la planète, le capital cherche aujourd'hui des débouchés alternatifs susceptibles de soutenir la croissance de ses profits. Il les identifie notamment dans l'intensification des tensions géopolitiques, processus auquel il contribue activement, tout en se garantissant une rente alimentée par la commande publique de matériel militaire. (...)

Ainsi, l'économie de guerre devient un moteur de la valorisation des portefeuilles boursiers. La commande publique se transforme en dividendes privés. La destruction et la peur deviennent des indices pour les marchés financiers. (...)

C'est dans cette optique que la proposition de loi poursuit trois objectifs complémentaires, structurés par une logique de maîtrise par l'État des trajectoires économiques prises par l'industrie de défense.

1. D'abord, fiscaliser les bénéfices réalisés sur la production et la livraison de matériels de guerre, en instaurant une contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés ciblée sur les maîtres d'œuvre industriels et leurs sous-traitants de premier rang. La contribution

intervient en aval du processus économique, une fois la commande publique transformée en bénéfice net. Autrement dit, elle ne pénalise ni la production, ni les capacités industrielles, ni l'investissement, mais la rente issue d'une activité dont la demande est intégralement déterminée par l'État et par les tensions géopolitiques. (...)

2. D'autre part, la proposition de loi est assortie d'une surtaxe sectorielle sur les transactions financières portant sur leurs titres afin d'enrayer la spéculation sur la guerre. Le militarisme ne se contente plus d'être une branche de la production, il devient un support d'accumulation financière.

3. Enfin, les mécanismes constitutionnels issus du principe d'universalité budgétaire, et plus particulièrement de la règle de non-affectation des recettes, font obstacle à la création d'un fonds alimenté par les recettes générées par les deux dispositifs. Pour autant, l'esprit de la présente proposition de loi demeure inchangé. À travers la création du Fonds national de financement de la recherche fondamentale, de l'école, de la santé et de la rénovation énergétique, les auteurs affirment que les recettes issues de la taxation des industries d'armement ont vocation à financer les priorités collectives de la Nation, c'est-à-dire les secteurs qui construisent la paix, la connaissance et la solidarité.✶



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>

Brionne, une nouvelle manière d'habiter le territoire

De fondation celtique, nichée au cœur de la verdoyante Vallée de la Risle, dans l'Eure, en Normandie, Brionne est une bourgade de 4 185 habitants située à 140 km de Paris et 45 km de Rouen et d'Honfleur. Avec plus de 150 commerçants, artisans, industriels et professions libérales, des moyennes surfaces mais aussi des commerces de proximité, un marché dominical bien achalandé et très prisé, Brionne joue pleinement son rôle de chef-lieu de canton.

Administrée depuis 1995 par un maire communiste, Brionne est une petite ville populaire qui offre un cadre de vie champêtre (labellisée 3 fleurs). On peut y pratiquer de nombreuses activités sportives dans ses deux gymnases et ses salles de sport, dont un dojo, ou de loisirs au sein de sa base nautique réputée de 22 hectares : voile, embarcations à pédales, canoë-kayak, baignade, mini-golf, pêche, pétanque, parcours de santé, tir à l'arc, terrain multisports, tennis couvert, départs de circuits pédestres.

La municipalité soutient les familles en rendant les services jeunesse et scolaire plus accessibles et équitables (cantine à 1 €, tarification adaptée, aides scolaires, transports gratuits de la maternelle au lycée). Elle développe l'accueil de la petite enfance (projets culturels, environnementaux et musicaux à la micro-crèche et à la toute petite section), propose une restauration saine et durable avec le dispositif « Cantines d'excellence », lutte contre le gaspillage et favorise l'éducation à l'écologie. Une

offre périscolaire riche, des actions pour les ados, un guichet famille unique et des événements fédérateurs comme « La rue aux enfants » renforcent l'égalité, la participation des enfants et la qualité de vie familiale.

En partenariat avec les associations caritatives locales, la Ville agit en commune solidaire et inclusive en accompagnant les familles, les jeunes, les seniors et les personnes fragilisées à travers des aides au quotidien, des actions pour le bien vieillir et de lutte contre l'isolement. Elle soutient l'insertion professionnelle grâce à des dispositifs de mobilité. L'accès à la culture, au sport et à la santé est renforcé grâce au ticket « jeunes » et au programme *Ma Commune, Ma Santé*.

Brionne propose une offre culturelle riche, diverse et accessible à tous. Tout au long de l'année, s'appuyant sur son centre socio-culturel *Le Repère* et sa médiathèque *Louise-Michel*, une vingtaine d'initiatives culturelles et de nombreuses animations associatives rythment la vie locale : concerts, spectacles, festivals et événements festifs. Dans un esprit populaire et convivial, la culture à Brionne est un véritable levier du vivre-ensemble et d'émancipation collective.

Enfin, la ville de Brionne mène une politique d'urbanisme qui intègre les enjeux écologiques à l'ensemble de l'action communale. Elle modernise les services et les équipements (rénovation thermique des écoles, éclairage public LED et extinction nocturne), tout en menant un travail au long cours de



requalification des espaces urbains et des friches industrielles du centre-ville. La commune soutient un habitat et une mobilité plus durables avec de nouveaux logements, projette un pôle multimodal autour de la gare et des liaisons piétonnes végétalisées. La nature est au cœur de notre action à travers la végétalisation du cimetière, les jardins familiaux, le Land'Art, la préservation de la biodiversité, la restauration de la continuité écologique de la Risle, le tourisme vert ou encore l'éco-pâturage. Voilà quelques marqueurs de notre action municipale à Brionne, une commune où il fait bon vivre, à la fois fière de ses racines et de son patrimoine historique, et qui se projette dans l'avenir en imaginant, avec la participation active des habitants, une nouvelle manière d'habiter le territoire encore plus solidaire et respectueuse de l'environnement. 🌱

Valéry Beuriot
Maire de Brionne

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire Communistes lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

1-11 janvier 1936

Une loi importante ⁽¹⁾

Depuis le début des années trente, la France est frappée par une crise économique, sociale, démocratique grave. Les gouvernements qui se succèdent imposent sans fin des politiques d'austérité. (Le gouvernement Laval en 1935). Il en est de même en Europe où l'extrême droite montre son groin (Mussolini, Hitler). Mais cette crise suscite aussi un puissant mouvement de résistance. Face à la montée des périls, aux injustices sociales, aux diktats patronaux, les communistes revendiquent « un front populaire du travail, de la liberté et de la paix » (discours de Maurice Thorez à la Chambre des députés le 13 novembre 1934). Une dynamique unitaire à gauche est à l'œuvre. Les municipales de mai 1935 sont favorables à la gauche. Le PCF gagne 90 communes de plus de 5 000 habitants (+ 43) ; c'est un peu l'acte de naissance des « banlieues rouges ». Le 14 juillet de la même année, pour la première fois, tous les partis de gauche défilent ensemble de Bastille à Vincennes. On parle de 500 000 personnes qui scandent le slogan de « paix, pain, liberté ». En septembre, le PC et la SFIO conviennent d'une plate-forme programmatique commune où il est notamment question de la semaine de 40 heures. C'est dans ce climat que s'ouvre l'année 1936. Les premiers jours de la nouvelle année sont marqués par l'adoption d'une loi importante, le 10 janvier, la

« Loi sur les groupes de combat et milices privées ». Elle va permettre de dissoudre plusieurs ligues d'extrême droite, qui avaient participé aux émeutes fascistes du 6 février 1934. Soit l'Action française, un des groupes les plus virulents (notamment sa fédération étudiante), adepte du nationalisme intégral de Charles Maurras ; les Camelots du roi, le service d'ordre de l'Action française, xénophobe (parmi eux

on repère un certain Norbert Pinochet, oncle d'Augusto Pinochet) ; le mouvement des Croix-de-feu, aussi nommée « Association des combattants de l'avant et des blessés de guerre cités pour actions d'éclat », dirigé par le colonel de La Rocque, un mouvement puissant, on parle de 500 000 adhérents ; le Parti franciste de Marcel Bucard (ils portent l'uniforme, la chemise bleue, et saluent à la romaine). Autant de groupes plus ou moins issus du courant antidreyfusard, et que l'on retrouvera, quatre ans plus tard, parmi les adeptes de la collaboration vichyste. (Loi importante mais loi qui, au fil du temps, sera dévoyée : elle permettra de réprimer durement la gauche et notamment les mouvements indépendantistes, de libération nationale). Notons encore que le 7 janvier 1936, le parlement espagnol, les Cortes, est dissous. On va voir que les histoires du Front populaire en France et du Frente popular en Espagne sont intensément, dramatiquement liées.✚

Gérard Streiff



Stop au terrorisme étatsunien, hands off Venezuela !

Déclaration du Mouvement des jeunes communistes de France

Le Mouvement des jeunes communistes de France condamne avec la plus grande fermeté l'attaque militaire menée aujourd'hui par les États-Unis contre le Venezuela, qui a abouti à des bombardements sur Caracas ayant touché des populations civiles, ainsi qu'à l'annonce de la cap-

ture du président Nicolás Maduro par l'armée américaine.

Il s'agit d'une agression impérialiste inédite, violant sans scrupule le droit international, la souveraineté des peuples et le droit fondamental à l'autodétermination.

Cette intervention brutale s'inscrit dans la longue tradition d'ingérences et de politiques impérialistes des États-Unis en Amérique latine et partout dans le monde. Nous rejetons catégoriquement toute justification qui prétendrait légitimer le renversement d'un gouvernement souverain par la force.

Nous exprimons notre solidarité indéfectible avec le peuple vénézuélien et tous les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes confrontés à l'impérialisme et aux ingérences étrangères. Nous demandons la libération immédiate de Nicolás Maduro et de toutes les personnes détenues, et l'arrêt immédiat de toute action militaire qui met en péril la vie des civils.

Le MJCF appelle toutes les jeunes générations en France à se rassembler, à s'organiser et à se mobiliser pour la paix, la souveraineté des peuples et contre toutes formes de domination impérialiste. Ensemble, construisons la solidarité internationale, exigeons la fin des agressions et affirmons qu'aucun peuple ne doit être soumis à la violence impérialiste.

Vive la solidarité internationale !

Vive la lutte des peuples pour leur émancipation ! ✖

Paris, 3 janvier 2026



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

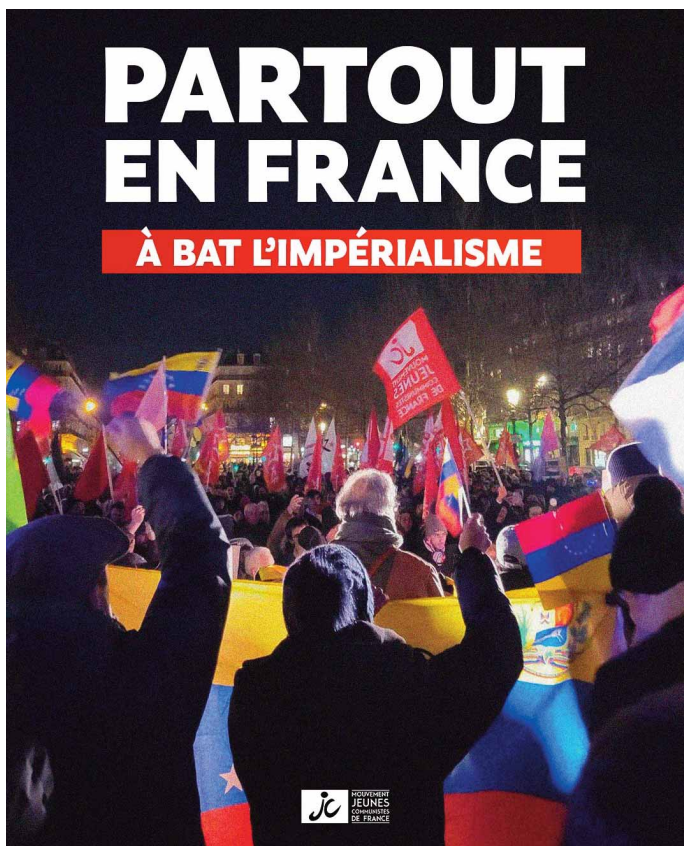
Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Venezuela : Non à l'agression impérialiste

Respect du droit international et de la souveraineté des peuples

Le Parti communiste français condamne avec la plus grande fermeté l'offensive militaire menée par les États-Unis contre le Venezuela, revendiquée par l'administration américaine dans la nuit du 2 au 3 janvier 2026, ainsi que l'arrestation et l'exfiltration annoncées du président Nicolás Maduro. Cette intervention constitue une violation flagrante de la souveraineté du Venezuela, du droit international et de la Charte des Nations unies. Elle s'inscrit dans la continuité d'une stratégie d'ingérence et de déstabilisation que le PCF dénonce depuis de nombreuses années : sanctions économiques criminelles, pressions diplomatiques, tentatives de coups de force, reconnaissance de dirigeants autoproclamés, et désormais recours assumé à la force militaire. Elle révèle une nouvelle fois le fond réel de cette politique : l'accaparement des immenses ressources pétrolières du Venezuela au profit des intérêts économiques et financiers nord-américains. Le PCF rappelle avec constance que le peuple vénézuélien est seul légitime à décider de son avenir, sans ingérence extérieure. Rien ne saurait justifier une agression militaire étrangère, encore moins une opération de changement de régime par la force.

Les premières informations font état d'attaques armées sur plusieurs zones du pays, de scènes de panique parmi la population et d'un risque élevé d'escalade régionale. Ce sont toujours les peuples qui paient le prix de ces aventures impérialistes : morts civiles, destructions d'infrastructures, aggravation des crises humanitaires.

Le PCF exige :



- l'arrêt immédiat de toute opération militaire et la désescalade ;
- le respect du droit international, de la souveraineté du Venezuela et de l'intégrité de son territoire ;



- des preuves de vie et la libération immédiate des personnes arrêtées, en premier lieu le Président Maduro, et le respect strict de leurs droits fondamentaux ;
- la levée des sanctions économiques qui étranglent la population vénézuélienne et constituent une forme de guerre contre le peuple ;
- la convocation d'instances multilatérales, sous l'égide des Nations unies, pour favoriser une solution politique, pacifique et négociée.

Le PCF appelle solennellement le gouvernement français et l'Union européenne à rompre avec toute complaisance ou alignement sur la politique des États-Unis. La France doit porter une voix indépendante, fidèle à ses engagements internationaux, œuvrant pour la paix, la coopération et le règlement

politique des conflits, et non cautionner une nouvelle violation du droit international. Elle doit saisir immédiatement le Conseil de sécurité de l'ONU.

Face aux logiques impérialistes, le PCF réaffirme sa solidarité avec les peuples qui subissent les guerres, les sanctions et les ingérences. La paix, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le multilatéralisme sont des principes non négociables.✚

Parti communiste français
Paris, le 3 janvier 2026

Venezuela : Trump confirme la finalité de son agression impérialiste, Macron approuve en vassal des USA

La conférence de presse du président américain Donald Trump tenue ce jour confirme la finalité de l'intervention militaire impérialiste menée par les États-Unis au Venezuela.

Donald Trump a clairement affirmé que les États-Unis entendent diriger politiquement le Venezuela jusqu'à ce qu'un gouvernement conforme aux intérêts américains soit établi et qu'ils s'apprêtent à s'approprier l'exploitation du pétrole vénézuélien par les grandes entreprises pétrolières américaines, énonçant ainsi sans détour une volonté d'annexion du pays et d'accaparement économique en application de la doctrine Monroe à laquelle Trump se réfère explicitement.

Cette déclaration révèle que la capture du président Nicolás Maduro n'est pas un acte isolé de sécurité, mais bien une opération de domination politique, stratégique et économique, propre à l'impérialisme états-unien.

Par ailleurs, des propos suggérant la possibilité d'une implication militaire élargie, y compris des troupes au sol, et des allusions à d'autres pays de la région renforcent l'idée que cette opération ne vise pas seulement le Venezuela mais s'inscrit dans une logique d'escalade régionale contraire aux principes mêmes de la Charte des Nations unies. Le PCF rappelle que :

- Toute forme de direction ou d'administration imposée de l'extérieur viole la souveraineté populaire et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;

- L'ouverture des ressources naturelles vénézuéliennes aux multinationales étrangères n'est pas un acte de "libération" mais une forme de prédation qui dénie aux peuples leur propre richesse ;

- Les visées expansionnistes ou menaçantes à l'égard de pays comme Cuba ou d'autres États de la région constituent une escalade impérialiste qui menace la paix mondiale. Le PCF réaffirme sa solidarité avec Cuba ouvertement menacé par Trump. Le PCF réaffirme sa solidarité avec l'ensemble des peuples de la zone Caraïbes et leur droit au développement souverain et à vivre en paix.

La déclaration d'Emmanuel Macron est d'une exceptionnelle gravité. En se félicitant de la chute d'un président à la suite d'une intervention militaire étrangère, en s'arrogeant le droit de parler pour le peuple vénézuélien et en prétendant désigner lui-même le dirigeant légitime du Venezuela, le président de la République française légitime l'agression américaine et foule aux pieds les principes les plus élémentaires du droit international.

Le Président n'a ni le droit ni la légitimité de choisir les dirigeants d'un autre peuple, encore moins à la suite d'une action militaire menée en dehors de tout cadre des Nations unies. En se rangeant derrière la stratégie américaine de changement de régime, Emmanuel Macron engage notre pays dans une logique de domination et de vassalisation politique qui nie la souveraineté populaire qu'il prétend défendre. Cette prise de position est du côté de la force contre le droit, de l'ingérence contre la démocratie, et constitue une rupture grave avec toute ambition d'indépendance diplomatique.

Cela ne peut être la réaction de la France. Le Parlement doit être saisi en urgence. L'heure est à une réaction forte de la France et des instances internationales, à la mobilisation de l'ONU et à une



condamnation sans ambiguïté de cette politique d'ingérence et de spoliation. Le respect du droit international et la souveraineté des peuples ne peuvent être niés pour des intérêts capitalistes. L'intervention américaine suscite d'ores et déjà des réactions dans le monde entier, la condamnation de nations sur tous les continents. Des voix s'élèvent partout pour exhorter au respect du droit international. Alors que de premiers rassemblements se sont tenus aujourd'hui en France dans plusieurs villes, le PCF appelle à multiplier les initiatives en solidarité avec le peuple vénézuélien, de tous les peuples de zone Caraïbes, pour la paix et le respect du droit international.✚

Fabien Roussel,
secrétaire national du PCF
Paris, le 3 janvier 2026



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichieï
(directeur), Amado Lebaube,
Léna Mons, Kristina Nikolaishvili,
Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA